

La « Maison Verte », siège de la « Garde de Fer ».

UN ENTRETIEN AVEC CORNELIUS CODREANU

CHEF DE LA « GARDE DE FER »

Dans la nuit du 29 au 30 novembre dernier, des membres de l'ancien parti dissous de la « Garde de Fer » roumaine, appelé aussi « Tout pour la Patrie », ont attaqué, pour les délivrer, un convoi de prisonniers où se trouvaient le capitaine Codreanu et plusieurs de ses compagnons de captivité que les autorités roumaines conduisaient de la prison de Ramnicu-Sarat à la prison de Jilava. Les gendarmes ont tiré sur les fuyards. Codreanu et douze de ses compagnons ont été abattus. Le « capitaine » avait, au cours de ces dernières années, tué de sa main le préfet de Jassy, M. Manciu, et fait assassiner le président du Conseil Duca et un des chefs du parti de la Garde de Fer, Michel Stelesco. Les derniers tenants de ce mouvement révolutionnaire proallemand se sont livrés récemment à des actes de sauvagerie et de destruction qui ont soulevé l'indignation du pays et contre lesquels le gouvernement a sévi énergiquement. Notre collaborateur Georges Oudard, qui a été le dernier journaliste français à s'entretenir avec Codreanu, nous en trace ici un rapide portrait.

¬'est au mois de mars 1938 que j'ai vu pour la première et la dernière fois Cornelius Codreanu. L'entretien que nous eûmes ensemble, et qui dura plus de deux heures, se déroula à la Maison Verte, le siège de la Garde de Fer. Le moment était historique. L'agitateur venait de dissoudre officiellement son parti et se sentait à la veille d'être arrêté. Les circonstances le rendant méfiant, il avait d'abord refusé de me recevoir, 'y était ensuite décidé, puis s'était ravisé, hangeant à nouveau d'idée avant de finir par consentir. Le rendez-vous fut alors pris au pmicile d'un inconnu qui me mena chez celui de le « capitaine » appelait son « ministre es Affaires étrangères » et qui, à son tour, e conduisit à la Maison Verte, un peu à écart des faubourgs de Bucarest.

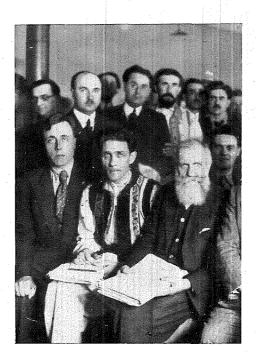
Il faisait nuit quand nous y arrivâmes et comédies étaient loin d'être achevées. Un mme, qui nous attendait dans la cour, nous monter deux étages, nous introduisit dans vaste pièce quasi vide et se retira après ir fermé la porte du palier à clef derrière is. Des jouets traînaient dans un coin. Je trouvais dans l'appartement particulier du apitaine ». Au bout d'un quart d'heure un çon de haute taille apparut dans le fond et geste m'invita à entrer. Ce fut quand il eut tendu la main que je compris être vant Codreanu. Il paraissait plus jeune que n âge et avait même assez l'air d'un grand amin. Il manquait à ce point de prestige et l'allure qu'il aurait fallu avoir beaucoup d'imagination pour ne pas le juger au premier abord assez insignifiant. Ce n'était qu'après coup qu'on découvrait sous cette apparence bénigne le véritable personnage.

Nous nous installâmes dans une sorte de petit salon garni de meubles peints en vert et nous nous assîmes chacun d'un côté du guéridon, le « ministre des Affaires étrangères » entre nous. Tout à coup, Codreanu se leva et, l'index tendu vers moi, me lança:

— Qui êtes-vous ? Pourquoi désiriez-vous tant me voir ? M'êtes-vous envoyé par votre gouvernement ? Seriez-vous un agent secret déguisé ?

La sortie était si inattendue que j'éclatai de rire. Cet accès de gaîté calmé, je lui répondis que j'étais plus simplement un écrivain voyageur curieux de le connaître et de l'entendre. Il se promena quelques instants de long en large sans arrêter de tourner les épaules, de faire des gestes bizarres, de se contorsionner de mille manières. Enfin il retomba sur son siège et se remit à parler d'une voix rauque, désagréable, avec peine et effort. Il semblait tirer les mots un à un du fond de sa gorge, s'interrompant presque à chaque phrase pour chercher un terme que je lui soufflais tout bas. Il secouait alors la tête en signe d'acquiescement et, le doigt tournant en l'air, poursuivait son discours. Son élocution était pénible, sa pensée souvent obscure. Que cet individu illuminé pût présentement diriger luimême un parti et rêver de mener un Etat dépassait l'entendement d'un homme normal. De toute évidence, il y avait derrière cet exalté des gens habiles qui le maniaient, abusant de sa puérile vanité. Mais qui?

Dès qu'il m'autorisa à parler, je lui posai



Cornelius Codreanu pendant son procès.

cette question qui ne le rendit pas de bonne

— De qui tenez-vous les sommes considérables qui alimentent la caisse de votre parti?

— Il est faux que je touche des fonds du parti national-socialiste allemand, cria-t-il. Je ne travaille pas pour de l'argent, mais pour défendre ma patrie. Si quelqu'un venait m'offrir de l'argent de la part d'un gouvernement étranger, je le flanquerais à la porte.

M. Seyss-Inquart ou M. Conrad Henlein, dans le même temps, m'auraient répondu la même chose. « On peut croire à ma parole », devait-il me dire quelques instants avant d'avancer effrontément : « Je n'ai pas une goutte de sang sur les mains! » Je lui rappelai le seul meurtre qu'il eût exécuté luimême : celui du préfet de Jassy, M. Manciu. « J'ai été acquitté », me répliqua-t-il tranquillement avec une certaine fausse candeur. Je changeai de sujet de conversation.

— Pourquoi haïssez-vous tellement mon

pays ?

Il s'en défendit encore énergiquement en continuant de se trémousser, de gesticuler et de grimacer.

— Je ne suis pas francophobe. Je lutte contre la politique de Paris, mais non contre la France. Voulez-vous me rendre un service? Je vais vous prier de transmettre cette communication à votre ministre des Affaires étrangères. C'est très important et je vous prie maintenant d'écrire.

Il prit un air inspiré et me dicta ce document:

Une nation doit avoir une ligne d'honneur. Notre liaison avec la France nous oblige à une ligne d'honneur, même quand sa politique actuelle nous frappe. La ligne de notre honneur national nous pousse à ne pouvoir jamais prendre les armes contre la France. Quand je serai au pouvoir, je ne combattrai jamais la France. Je l'aiderai. Je voudrais travailler à une entente honorable de l'Allemagne avec la France. Les Français et les Allemands peuvent s'entendre. Ce ne sont que les Juifs qui refusent de s'entendre avec l'Allemagne. Tenez. La révolution communiste a détruit la démocratie. La révolution allemande n'a pas détruit la démocratie.

— Je ne saisis pas très bien votre pensée.
— Les Soviets veulent détruire la démocratie en France. Les Allemands ne le veulent pas. La France le sait. Ceci doit être connu par le ministre à qui je vous demande de le répéter. Ma ligne d'honneur m'empêche de combattre la France. Mon alliance avec l'Allemagne et l'Italie reposera sur cette base.

— En bref, conclus-je, vous êtes pour une réconciliation franco-allemande qui aboutirait à l'abandon du traité de Versailles.

C'est cela ! s'écria-t-il. Je me gardai bien d'ajouter qu'il venait, sous une forme tout ensemble obscure et claire, de me résumer la thèse allemande dont le triomphe aujourd'hui ouvre au Reich la route de Bagdad et menace gravement la Roumanie. Aussi ne fus-je pas surpris des propos que devait me tenir contre le roi Carol son « ministre des Affaires étrangères », sur le chemin du retour. La Garde de Fer, m'expliqua-t-il, voulait l'abattre et le remplacer par un « roi roumain ». Ce « roi roumain » devait-il être Codreanu? C'eût été en tout cas un « roi allemand ». L'intrigue petit à petit se découvrait tout entière. Derrière les naïfs abusés, les agents ennemis préparaient leur travail de désagrégation de l'Etat. Dans les derniers mots que me dit le « capitaine », une certaine inquiétude perçait, en dépit de ses airs de bravade.

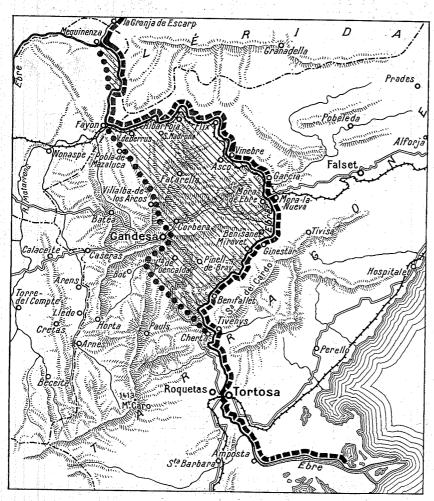
— Quand reviendrez-vous dans mon pays? L'année prochaine? Eh bien, je vous prédis qu'il y aura alors une sentinelle devant ma porte. Elle sera là pour me garder, et je serai en prison. Ou pour me rendre les honneurs, et je serai le maître.

Le mystérieux prophète n'a pas su prévoir jusqu'au bout son avenir...

GEORGES OUDARD.



Pendant les combats dans la boucle de l'Ebre : un bombardement nationaliste sur un pont au sud de Mequinenza.



La « boucle de l' Ebre ».

La zone hachurée limite la région occupée par les troupes gouvernementales à partir du 6 août dernier après leur offensive qui leur avait permis de traverser le fleuve. Auparavant, la ligne de front longeait la rive gauche de l'Ebre.

LA NOUVELLE BATAILLE DE L'EBRE

Les opérations militaires en Espagne, stationnaires depuis quelque temps, ont repris, à la fin d'octobre et pendant la première quinzaine de novembre, une recrudescence d'activité à la suite d'une nouvelle offensive des forces nationalistes sur le front de l'Ebre. Cette offensive a été déclenchée le 30 octobre et dès le lendemain un communiqué de Saragosse disait: « Nos brillantes troupes ont remporté une grande victoire en brisant le front adverse de la sierra Caballs, où se trouvent les positions ennemies les plus importantes de la poche de l'Ebre... L'ennemi a essuyé un grand échec. Nous avons anéanti plusieurs unités rouges. » Par contre, le communiqué de Barcelone affirmait que cette offensive nouvelle — la septième dans le même secteur — n'avait pas eu plus de résultat que les précédentes.

Cependant, les combats se poursuivaient les jours suivants avec beaucoup d'acharnement. Le 2 novembre, les nationalistes accusaient une avance de 10 kilomètres en profondeur, qui leur avait permis notamment d'occuper des observatoires de premier ordre dominant toutes les lignes ennemies de la rive opposée du fleuve. Le 3 novembre les avant-gardes nationalistes, descendant des sierras de Caballs et de Pandols, pénétraient dans le village de Pinell et n'étaient plus qu'è 2 kilomètres de l'Ebre. Le lendemain, les rouges étaient rejetés de l'autre côté du fleuve, dont toute la rive droite était en la possession des nationalistes depuis El Canaletas jusqu'au village de Miravet Toutes les colonnes qui avaient progressé les jours précédents opéraier leurs jonctions à 15 kilomètres de leur base de départ et les gouvernémentaux reconnaissaient qu'ils avaient dû procéder à un repli.

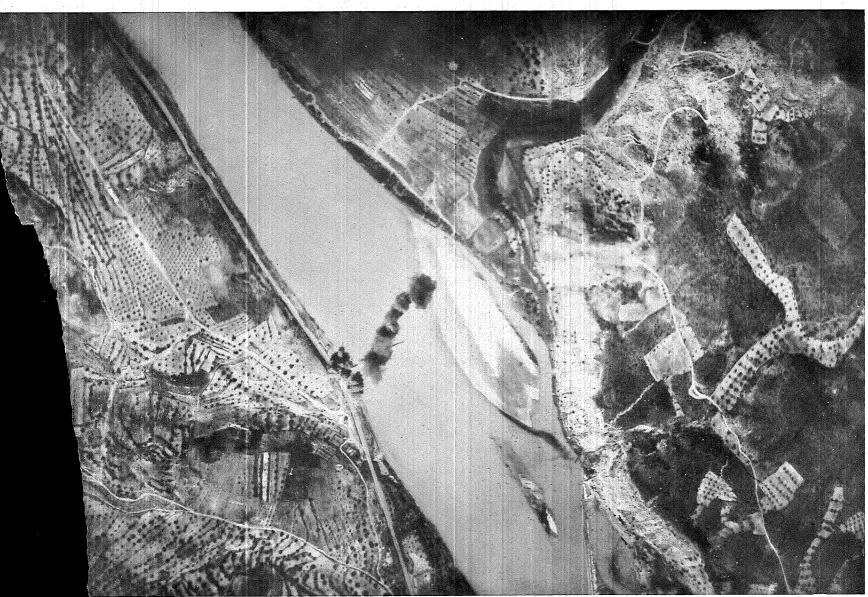
Un nouveau communiqué du grand quartier général nationaliste, 7 novembre, considérait comme terminée la conquête du centre du froi républicain. Les troupes du général Franco, y était-il dit, ont atteir tous les objectifs qu'elles s'étaient fixés. Plus de 150 kilomètre carrés d'un terrain difficile, admirablement fortifié, sont tombés entileurs mains. La boucle de l'Ebre est coupée en deux. Les républicain sont enfermés dans deux poches : l'une au nord de Gandesa, entr Fatarella, Asco et Ribarroja, qui a à peine 15 kilomètres de largeu sur 12 de profondeur ; l'autre au sud de Pinell, beaucoup plus petité encore, entre la route Gandesa-Cherta et Benisanet. Ce communiqué ajoutait qu'au cours de la première phase de la bataille l'adversaire avait perdu la totalité de son réseau de communications routières, qu'il ne disposait plus que de quelques mauvaises pistes et que l'em-

bouteillage était tel qu'il lui interdisait tout mouvement d'ensemble des diverses armes. Du côté gouvernemental, on déclarait que les nationalistes avaient mis en ligne un matériel nouvellement arrivé et très supérieur à tout ce qu'ils possédaient jusqu'ici.

Le 8 novembre, les forces franquistes, poursuivant leur avance au delà de Mora de Ebro, s'emparaient d'un important objectif stratégique, le mont Rebolloneda, dernière hauteur fortifiée dominant la région. La petite ville de Mora était dépassée au nord de plusieurs kilomètres et la progression se poursuivait sur un front continu vers Asco. C'était ensuite le tour de la sierra del Aguila, de la sierra de las Perlas et du village de Garcia. Le 14 novembre, le village de Fatarella était occupé. Enfin, à la date du 16 novembre, toute la rive droite de l'Ebre était entre les mains des nationalistes. Ceux-ci, résumant la bataille engagée depuis deux semaines, évaluaient à 73.000 le total des pertes ennemies, les prisonniers faits à près de 20.000, les avions abattus à 242 certains et 94 probables et énuméraient un impressionnant bilan de matériel capturé. Il est vrai qu'un communiqué de Barcelone affirmait qu'il ne s'agissait là que d'un repli stratégique, selon le plan prévu par le haut commandement républicain et la tactique d'usure appliquée aux « rebelles » depuis le 25 juillet dernier. Il ajoutait : « Les troupes espagnoles, en une manœuvre volontaire et méthodique de retrait, ont repassé l'Ebre au cours de la nuit dernière et ont réintégré leurs anciennes positions de la rive gauche du fleuve. L'ennemi a perdu 80.000 hommes appartenant en majeure partie à ses troupes d'élite et 214 avions italiens et allemands. Le but de notre opération était de décongestionner l'offensive rebelle contre Valence. Elle a réussi pleinement. »

Telles sont les deux versions, comme toujours contradictoires, de ce second épisode de la bataille de l'Ebre.





Bombardements de l'aviation nationaliste espagnole sur 1% ponts traversant l'Ebre.

Courrier de la Semaine

L'EXIL DES MUSES

ANS ce petit village de l'Ile-de-France, un hasard m'a fait recueillir, au café de la Mairie, quelques vérités élémentaires qui ne me semblent pas indignes de nos méditations.

Autour d'une table voisine de celle que j'occupais, une demi-douzaine de notables de la localité dressaient le bilan assez alarmant de la décadence croissante de la fanfare du pays. « Avant la guerre, disait le trésorier, notre société réunissait soixante musiciens bien entraînés qui remportaient dans tous les concours de brillants succès. Depuis quelques années, son effectif n'a cessé de décroître. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que douze, et ce dernier carré est constitué par les plus âgés d'entre nous, qui un par un vont disparaître sans qu'on aperçoive le moyen de les remplacer.

»Il est devenu absolument impossible d'intéresser la jeunesse à la musique. Non seulement on ne trouve plus un seul de nos jeunes gens disposé à apprendre le solfège, mais aucun d'eux ne veut s'astreindre à la discipline des répétitions et des exécutions. La vie d'un jeune homme d'aujourd'hui est trop dispersée. Les distractions qui lui sont offertes sont trop nombreuses et trop absorbantes. L'éducation physique, le scoutisme, le camping, les sports individuels ou collectifs, les spectacles des stades et le cinéma accaparent tous les loisirs d'un adolescent. Nos fils nous rient au nez lorsque nous leur proposons de s'enfermer, chaque semaine, dans une salle de la mairie pour étudier un pas redoublé ou l'ouverture de « Poète et paysan ». Dans ces conditions, le nombre de nos cotisations diminue à vue d'œil, nous n'avons plus d'argent pour acheter de la musique ou des instruments, et le jour est proche où il faudra replier pour toujours, comme le drapeau d'un régiment dissous, notre bannière de velours rouge glorieusement décorée de trois rangées de médailles. »

Cet humble et mélancolique débat pose de bien graves problèmes. Les raisons qui mettent en péril la fanfare de ce petit village menacent toute notre culture artistique. L'expérience nous apprend, en effet, que l'art ne peut prospérer que dans les milieux sociaux où il représente un élément de consolation, de réconfort et d'oubli. Il doit naître dans la souffrance, il doit être enfanté par la douleur. C'est la tristesse de vivre qui donne aux humains le désir de s'évader dans le rêve, même le plus modeste. Ce sont les pays pauvres et à climat rude qui fondent les grandes associations chorales et orchestrales populaires. La lente préparation d'une œuvre musicale devient alors une distraction recherchée, tandis que sous des cieux plus cléments les humains hésitent à s'enfermer dans une salle de répétitions et courent à d'autres distractions. Ces distractions se sont multipliées pour tout le monde depuis quelques années. Les arts, et en particulier la musique d'ensemble, ont été immédiatement victimes de cet enrichissement de la technique des

N'est-ce pas une chose grave et affligeante que cet antagonisme de la joie de vivre et des arts? Et faut-il donc admettre que le bonheur de l'homme ne peut se fonder que sur les ruines du temple des muses?

LE SEMAINIER





M. JOSEPH CAILLAUX DANS SON CABINET DE TRAVAIL

Le 29 octobre dernier, quelques semaines après la grave alerte de septembre, qui avait fait raître aux yeux de tous quels dangers, extérieurs et intérieurs, menaçaient notre pays, not mencions ici une vaste enquête intitulée Pour une France nouvelle. Successivement, les anciens tants, le cardinal Verdier, le général Weygand et, tout récemment, Ludovic Naudeau ont dit en d'une précision saisissante ce que nous devons faire, comment il faut former une jeunesse et enfin combattre le péril si grave de la dénatalité.

Aujourd'hui nous demandons à M. Joseph Caillaux — dont on sait le rôle décisif à la commission des finances du Sénat — de nous dire ce qu'il pensait de notre situation financie était le moyen pour que, dans ce domaine essentiel, la nation, continuant à vivre; demeurât la Finelle. M. Joseph Caillaux, qui vient de prononcer à Tours dimanche dernier un discours très et très commenté, où il condamne le syndicalisme politique opposé au syndicalisme professionnel, les pages suivantes avec une franchise louable les causes du mal dont nous souffrons, et préconitermes vigoureux et saisissants; adressés à ceux qui nous gouvernent, un régime de ferme autorit primordiale de tout rétablissement financier.